

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carolle Belley, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier

de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2016-03-24

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Communauté métropolitaine de Montréal

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Communauté métropolitaine de Montréal qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Communauté métropolitaine de Montréal au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de son exploitation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Communauté métropolitaine de Montréal inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,16.1,16.2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers de la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé une opinion non modifiée en date du 31 mars 2015.

Nom de cabinet : Raymond Chabot Grant Thornton/s.e.n.c.r.l.

Nom de l'auditeur : M. Pierre Vallerand, CPA, auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A 111208

[Original signé par]

DATE 2016-03-24

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	70 184 171	70 184 171			70 184 171	66 193 350
Transferts	4	15 800 000	12 850 000			12 850 000	22 342 996
Services rendus	5		49 767			49 767	147 455
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	500 000	773 861			773 861	931 039
Autres revenus	9						
	10	86 484 171	83 857 799			83 857 799	89 614 840
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						
	18	86 484 171	83 857 799			83 857 799	89 614 840
Charges							
Administration générale	19	7 008 900	5 273 155	35 032		5 308 187	4 891 391
Sécurité publique	20						
Transport	21	1 291 400	2 734 759	1 205		2 735 964	882 887
Hygiène du milieu	22	5 732 900	4 949 892	6 196		4 956 088	5 270 811
Santé et bien-être	23	46 168 900	49 925 254			49 925 254	43 906 320
Aménagement, urbanisme et développement	24	35 783 500	10 037 139	13 892		10 051 031	10 749 012
Loisirs et culture	25	17 990 821	17 990 821			17 990 821	25 500 000
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 206 400	972 064			972 064	1 123 781
Amortissement des immobilisations	28	25 964	56 325	(56 325)			
	29	116 208 785	91 939 409			91 939 409	92 324 202
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(29 724 614)	(8 081 610)			(8 081 610)	(2 709 362)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(29 724 614)	(8 081 610)	(2 709 362)
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(29 724 614)	(8 081 610)	(2 709 362)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	25 964	56 325	65 686
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	25 964	56 325	65 686
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	12 500 000		
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 924 000)	(2 924 000)	(2 806 000)
	18	9 576 000	(2 924 000)	(2 806 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(61 592)	(46 573)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	10 644 950	10 644 950	8 479 750
Réserves financières et fonds réservés	22	9 477 700	6 623 963	4 479 441
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	20 122 650	17 207 321	12 912 618
	26	29 724 614	14 339 646	10 172 304
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 258 036	7 462 942

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	( 61 592)	(46 573)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 ()))
Hygiène du milieu	5 ()))
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 ()))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	)	( 61 592)	(46 573)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		61 592	46 573
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		61 592	46 573
	19			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	6 013 000	5 783 840	5 308 916
Charges sociales	2	1 788 500	2 055 413	2 212 150
Biens et services	3	7 267 900	3 470 032	2 287 491
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 550 000	969 085	1 120 485
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	656 400	2 979	3 296
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10	79 787 700	74 422 455	76 234 542
Autres organismes	11	17 990 821	5 179 280	5 091 636
Amortissement des immobilisations	12	25 964	56 325	65 686
Autres				
-	13	1 128 500		
-	14			
-	15			
	16	116 208 785	91 939 409	92 324 202

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	70 184 171	70 184 171	66 193 350
Transferts	4	15 800 000	12 850 000	22 342 996
Services rendus	5		49 767	147 455
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	500 000	773 861	931 039
Autres revenus	9			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	86 484 171	83 857 799	89 614 840
Charges				
Administration générale	12	7 025 018	5 308 187	4 891 391
Sécurité publique	13			
Transport	14	1 291 957	2 735 964	882 887
Hygiène du milieu	15	5 735 765	4 956 088	5 270 811
Santé et bien-être	16	46 168 800	49 925 254	43 906 320
Aménagement, urbanisme et développement	17	35 790 024	10 051 031	10 749 012
Loisirs et culture	18	17 990 821	17 990 821	25 500 000
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 206 400	972 064	1 123 781
	21	116 208 785	91 939 409	92 324 202
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(29 724 614)	(8 081 610)	(2 709 362)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		14 027 088	16 736 450
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		14 027 088	16 736 450
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 945 478	14 027 088

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(29 724 614)	(8 081 610)	(2 709 362)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	61 592 ) (	46 573)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	25 964	56 325	65 686
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	25 964	(5 267)	19 113
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	(29 698 650)	(8 086 877)	(2 690 249)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(29 698 650)	(8 086 877)	(2 690 249)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		13 916 469	16 606 718
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		13 916 469	16 606 718
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		5 829 592	13 916 469

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	67 413 455	75 759 714
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 805 402	15 230 456
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>69 218 857</u>	<u>90 990 170</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	31 597 203	42 514 834
Revenus reportés (note 12)	13	315 000	315 000
Dette à long terme (note 13)	14	29 277 062	32 168 867
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 200 000	2 075 000
	16	<u>63 389 265</u>	<u>77 073 701</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>5 829 592</u>	<u>13 916 469</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	115 886	110 619
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21		
	22	<u>115 886</u>	<u>110 619</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>5 945 478</u>	<u>14 027 088</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(8 081 610)	(2 709 362)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	56 325	65 686
Autres			
-	3		
-	4		
	5	(8 025 285)	(2 643 676)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	13 425 054	(1 867 552)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(10 917 631)	7 301 938
Revenus reportés	9		315 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	125 000	397 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	(5 392 862)	3 502 710
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(61 592)	(46 573)
Produit de cession	16		
	17	(61 592)	(46 573)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 924 000)	(2 806 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	32 195	55 199
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(2 891 805)	(2 750 801)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(8 346 259)	705 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	75 759 714	75 054 378
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	67 413 455	75 759 714

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Communauté métropolitaine de Montréal ("La Communauté") est un organisme de réglementation, planification, coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., c. C-37, 01).

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Communauté métropolitaine de Montréal, lesquels sont établis selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des affaires municipale et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présentée aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présenté aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

La Communauté ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La Comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilisation d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés pour dresser les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Communauté métropolitaine de Montréal pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus d'intérêts

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Constatation des revenus de quote-part

Les quotes-parts des municipalités sont constatées lorsqu'elles sont déterminées pour l'exercice auquel elles se rapportent et ce en conformité avec le règlement sur l'établissement des quotes-parts.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

La Communauté possède des licences d'utilisation de données numériques dans le domaine de l'orthophotographie.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Ameublement	5 ans
Équipement de bureau (informatique)	3 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Communauté métropolitaine de Montréal de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futures qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs du régime à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé offerte aux retraités.

La **charge** est établie selon la comptabilité d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, au titre de **frais de financement**, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un **actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs** est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la clôture de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, déduction faite des gains et pertes actuariels non amortis et déduction faite d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les **obligations au titre des prestations constituées** sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables établies par la Communauté en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la **valeur des actifs** et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2014 selon la méthode de la valeur du marché.

Les **gains et les pertes actuariels** sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le **coût des services passés** découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charges. Un coût pour services passés a été constaté pour l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Frais d'émission liés à la dette à long terme:

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. Le dette à long terme est présentée après déduction de ces frais à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Placements de portefeuille	3	
Note		
<hr/>		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	86 621
Organismes municipaux	8	42 973
Autres		
- Gouvernement du Québec	9	1 690 000
- Autres	10	28 781
	11	1 805 402
		14 950 000
		237 483
		15 230 456
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
	16	
Note		
<hr/>		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
<hr/>		
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	499 000	252 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 699 000)	(2 327 000)
	27	<u>(2 200 000)</u>	<u>(2 075 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	638 000	803 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	413 000	499 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	123 868	124 189
	33	<u>1 174 868</u>	<u>1 426 189</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées****La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la "Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal" (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Communauté a proposé aux participants actifs du régime de retraite de ses employés des modifications à ce régime conformément à l'article 55 de la Loi et qu'en l'absence d'opposition selon le seuil fixé par la Loi, il y a entente ayant pris effet le premier janvier 2016.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées contre le gouvernement devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et son implication pour la Communauté sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

Application de la Loi au régime de la Communauté métropolitaine de Montréal

L'entente avec les participants actifs a pris effet le premier janvier 2016.

Les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015. Elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties.

Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	<u>36</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

10. Emprunts temporaires

La communauté dispose d'un crédit à l'exploitation de 10 000 000\$ portant intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	4 110 731	1 114 693
Salaires et avantages sociaux	38	196 378	207 878
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organismes municipaux	43	27 290 094	41 192 263
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	31 597 203	42 514 834

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- FIRM	51	315 000	315 000
-	52		
	53	315 000	315 000

Note

FIRM : montants reçus d'avance suite à la signature d'une entente avec le Ministre responsable de la région de Montréal dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) pour soutenir des projets dans sept aires TOD (Transit-Oriented Development)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,75	2017	2026	54	29 503 000	32 427 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	29 503 000	32 427 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(225 938)	(258 133)
					64	29 277 062	32 168 867

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	3 088 000	81	90	98	3 088 000
2017	66	74	3 192 000	82	91	99	3 192 000
2018	67	75	3 338 000	83	92	100	3 338 000
2019	68	76	3 434 000	84	93	101	3 434 000
2020	69	77	3 536 000	85	94	102	3 536 000
2021 et +	70	78	12 915 000	86	95	103	12 915 000
	71	79	29 503 000	87	96	104	29 503 000
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	29 503 000	89	97	106	29 503 000

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	5 829 592	13 916 469
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	5 829 592	13 916 469

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	141		168		195		
Autres	114	142		169		196		
Réseau d'électricité	115	143		170		197		
Bâtiments	116	144		171		198		
Améliorations locatives	117	145		172		199		
Véhicules	118	146		173		200		
Ameublement et équipement de bureau	119	1 553 673	147	61 592	174	201		1 615 265
Machinerie, outillage et équipement divers	120	148		175		202		
Terrains	121	149		176		203		
Autres	122	150		177		204		
	123	<u>1 553 673</u>	151	<u>61 592</u>	178	205		<u>1 615 265</u>
Immobilisations en cours	124		152		179	206		
	125	<u>1 553 673</u>	153	<u>61 592</u>	180	207		<u>1 615 265</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	154		181		208		
Eaux usées	127	155		182		209		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	156		183		210		
Autres	129	157		184		211		
Réseau d'électricité	130	158		185		212		
Bâtiments	131	159		186		213		
Améliorations locatives	132	160		187		214		
Véhicules	133	161		188		215		
Ameublement et équipement de bureau	134	1 443 054	162	56 325	189	216		1 499 379
Machinerie, outillage et équipement divers	135	163		190		217		
Autres	136	164		191		218		
	137	<u>1 443 054</u>	165	<u>56 325</u>	192	219		<u>1 499 379</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>110 619</u>				220		<u>115 886</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	()	225	()	227	()	229	()
Valeur comptable nette	223						230	

Note

Droits des licences d'orthophotos

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La valeur capitalisée et amortie des droits de licences d'orthophotos est de 3 426 972 \$ au 31 décembre 2015. La valeur nette au 31 décembre 2015 est nulle.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	237	
Frais reportés		
-	238	
-	239	
	240	
Note		
18. Obligations contractuelles		
Les engagements contractuels au 31 décembre 2015 se répartissent comme suit:		
a) Les montants exigibles, jusqu'au 31 juillet 2024, en vertu du bail de location des locaux sont de 860 088 \$ (2016); 860 088 \$ (2017); 860 088\$ (2018); 896 830 \$ (2019); 933 573 \$ (2020); 3 345 303\$ (2021 à 2024) et totalisent une somme de 7 755 970 \$.		
b) Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés. Ce programme adopté par la résolution CC05-014 vise à soutenir les initiatives d'acquisition des espaces boisés de valeur écologique d'intérêt métropolitain. L'aide financière octroyée représente un maximum de 50 % des coûts admissibles du projet. Au 31 décembre 2015, aucune somme n'est engagée.		
c) Le programme d'aide financière pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal adopté par la résolution CC14-016 appuie financièrement des projets d'immobilisations tels que : parcs riverains, promenades cyclables et pédestres favorisant l'accès aux rives et aux plans d'eau, aménagement de sites d'observation, quais et rampes de mise à l'eau, aménagement de sites pour la baignade, aménagement d'espaces naturels riverains, mise en valeur d'éléments patrimoniaux. L'aide financière octroyée représente un maximum de 50 % des coûts admissibles du projet. Au 31 décembre 2015, une somme de 600 000 \$ était engagée.		
d) Programme d'aide financière pour les projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue sur le territoire métropolitain ainsi que le Programme d'aide financière pour le projet d'aménagement d'un sentier cyclable et pédestre entre Oka et Mont Saint Hilaire. La mise en place de ces programmes fait suite à la signature de deux ententes avec le gouvernement du Québec. Les coûts admissibles des projets sont répartis		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

tiers-tiers-tiers entre le gouvernement, la CMM et l'organisme. Au 31 décembre 2015, une somme de 10 897 690 \$ était engagée pour la Trame et une somme de 4 785 813 \$ pour le sentier. Ces sommes représentent les parts de la CMM et du gouvernement.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

Les données budgétaires présentées ont été approuvées par le conseil(CC14-048) le 27 novembre 2014.

22. Instruments financiers

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

La Communauté a adopté le règlement 2005-31 autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ relativement aux coûts du logement social. Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2005-31 le 2 août 2005.

La Communauté a adopté le règlement 2013-58 autorisant un emprunt de 33 725 000\$ relativement à des travaux en Transport et en Environnement(Trame verte et bleue et piste cyclable et pédestre). Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2013-58 le 14 juin 2013.

Logement social :

Les disponibilités du fond de logement social pourront être affectées à des projets en cours de réalisations conformément aux obligations imposées à la Communauté en vertu des articles 152 à 153.1 de la loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 67 413 455	75 759 714
Découvert bancaire	242 () ()	
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () ()	
-	249 () ()	
-	250 () ()	
-	251 () ()	
-	252 () ()	
-	253 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 67 413 455	75 759 714
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 064 929	106 893
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 300 000	10 644 950
Réserves financières et fonds réservés	3	28 967 663	35 591 626
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	(29 387 114)	(32 316 381)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	5 945 478	14 027 088
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 064 929	106 893
Organismes contrôlés	10		
	11	1 064 929	106 893
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Affection de surplus	12	5 300 000	8 844 950
- Affection équipement métro	13		1 800 000
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	5 300 000	10 644 950
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	5 300 000	10 644 950
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33		
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37		
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Fonds logement social	41	3 343 625	16 409 326
- Fonds dév. métropolitain	42	25 624 038	19 182 300
-	43		
-	44		
	45	28 967 663	35 591 626
	46	28 967 663	35 591 626

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () (
Intérêts sur la dette à long terme	48 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () (
Régimes non capitalisés	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes non capitalisés	53 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () (
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () (
Utilisation du fonds de roulement	57 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () (
Autres		
-	59 () (
-	60 () (
	61 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () (
Autre financement	63 () (
	64 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () (
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68	115 886
Propriétés destinées à la revente	69	110 619
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73	115 886
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74	29 277 062
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	32 168 867
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () (
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () (
	79	29 503 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	32 427 000
	81	29 503 000
	82	(29 387 114)
		(32 316 381)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 252 000	197 000
Charge de l'exercice	5 (638 000)	(803 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 885 000	858 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>499 000</u>	<u>252 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 13 286 000	11 650 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>13 337 000</u>)	(<u>12 056 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (51 000)	(406 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>550 000</u>	<u>658 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 499 000	252 000
Provision pour moins-value	13 (<u>499 000</u>)	(<u>252 000</u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>499 000</u>	<u>252 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 13 286 000	11 650 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>13 337 000</u>)	(<u>12 056 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>51 000</u>)	(<u>406 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 855 000	858 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>855 000</u>	<u>(688 000)</u>
	21 283 000	170 000
Cotisations salariales des employés	22 (283 000)	(269 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>572 000</u>)	(<u>99 000</u>)
	24 53 000	125 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 53 000	125 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	688 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>625 000</u>	<u>714 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>679 000</u>	<u>610 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>666 000</u>)	(<u>521 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>13 000</u>	<u>89 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>638 000</u>	<u>803 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 736 000	1 147 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (666 000)	(521 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 70 000	626 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (15 000)	603 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (268 000)	23 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 1 337 000	1 260 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 37 000	29 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite	54 1 374 000	1 289 000
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Un régime complémentaire de retraite est offert aux retraités et à leurs personnes à charge. Ce régime comprend une protection pour l'assurance santé.

La protection d'assurance santé couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux et les soins dentaires. La couverture cesse au décès du participant retraité.

Les primes du programme d'assurance santé sont versées à 82.0% par l'employeur et à 18.0% par le participant retraité. Dans le cas de la couverture des médicaments, une surprime est payable par tout participant retraité de 65 ans ou plus. Le participant doit acquitter la surprime de la couverture pour le régime public d'assurance médicaments. Le régime complémentaire de retraite continue alors à rembourser la différence entre ce qui aurait été payable au retraité participant si ce dernier avait acquitté la surprime et le remboursement fourni par le régime public d'assurance médicaments.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées. Le régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées est offert aux officiers de la Communauté et n'est pas contributif, toutefois, il contient une provision pour cotisations fictives. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Le régime supplémentaire est à prestations déterminées et les cotisations fictives des participants s'élèvent à 9.0% du salaire moins les cotisations versées au régime de retraite des employés de la Communauté (régime enregistré). La rente de retraite est égale à 2.0% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel des cotisations fictives, moins une rente viagère qui est la rente payable du Régime enregistré. De plus, la rente de raccordement est égale à 0.50% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente de raccordement qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du Régime enregistré.

La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement selon une formule en fonction de l'indice des prix à la consommation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0.5% par mois d'anticipation avant 55 ans et .25% par mois entre l'âge de 55 ans et l'atteinte de la règle du 80 points (âge et années de service) ou de l'âge de 60 ans, selon le premier événement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (2 327 000)	(1 875 000)
Charge de l'exercice	60 (413 000)	(499 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 41 000	47 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>2 699 000</u>)	(<u>2 327 000</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (2 891 000)	(2 850 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 192 000	523 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>2 699 000</u>)	(<u>2 327 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	280 000	217 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	280 000	164 000
	280 000	381 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	()
	280 000	381 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	29 000	16 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	309 000	397 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	104 000	102 000
Charge de l'exercice	413 000	499 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	302 000	(379 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	15	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	3,50 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	5,00 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	3,00 %	3,25 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	2026	2022
Autres hypothèses économiques		
- Frais(en % des réclamations)	28	28
- Taxe de vente	9	9

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	91

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	2015	2014
	49	46

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	36 756	36 851
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	123 868	124 189
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	123 868	124 189
100	123 868	124 189

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	29 503 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	29 503 000
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	29 503 000
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	29 503 000
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	29 503 000
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	4 043 133	2 242 107
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78	3 300 000	6 750 889
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85	12 500 000	50 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		13 300 000
Réseau d'électricité	89		
	90	15 800 000	22 342 996

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 15 800 000	12 850 000	22 342 996

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142	20 550	
	143	20 550	
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171	29 217	147 455
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175	29 217	147 455
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	49 767	147 455

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182		
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195		
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	49 767	147 455
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197		
Droits de mutation immobilière	198		
Droits sur les carrières et sablières	199		
Autres	200		
	201		
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		
INTÉRÊTS	203	500 000	773 861
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres contributions	210		
Autres	211		
	212		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015		Total	Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 265 600	1 093 466		1 093 466	1 118 919
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	5 037 000	3 548 900		3 548 900	3 086 278
Greffe	4	706 300	630 789		630 789	645 340
Évaluation	5					
Gestion du personnel	6					
Autres	7			35 032	35 032	40 854
	8	7 008 900	5 273 155	35 032	5 308 187	4 891 391
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13					
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	1 291 400	2 734 759	1 205	2 735 964	882 887
	22	1 291 400	2 734 759	1 205	2 735 964	882 887

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	5 732 900	4 949 892	6 196	4 956 088
	40	5 732 900	4 949 892	6 196	4 956 088
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	46 168 900	49 925 254		49 925 254
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	46 168 900	49 925 254		49 925 254
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	5 118 500	3 571 033		3 571 033
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	30 665 000	6 466 106	13 892	6 479 998
	52	35 783 500	10 037 139	13 892	10 051 031

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	17 990 821	17 990 821	17 990 821	25 500 000
	60	17 990 821	17 990 821	17 990 821	25 500 000
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	17 990 821	17 990 821	17 990 821	25 500 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	1 550 000	969 085	969 085	1 120 485
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	656 400	2 979	2 979	3 296
	73	2 206 400	972 064	972 064	1 123 781
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	25 964	56 325 (	56 325)	

Section II - Autres renseignements non audités

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	24
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	24
Analyse de la dette à long terme	25
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	26
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	27
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	28
Excédent (déficit) accumulé par activités	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Analyse du coût des services municipaux	31
Acquisition d'immobilisations par objets	32
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	33
Fonds de roulement - Capital autorisé	34
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	35
Questionnaire	36
Membres du conseil et fonctionnaires	37
Autres renseignements sur l'organisme municipal	38
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	39

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	61 592	46 573
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	61 592	46 573

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	61 592	46 573
	34	61 592	46 573

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	32 427 000		2 924 000	29 503 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	32 427 000		2 924 000	29 503 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	32 427 000		2 924 000	29 503 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	32 427 000		2 924 000	29 503 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	32 427 000		2 924 000	29 503 000
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	32 427 000		2 924 000	29 503 000

Note

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
66112	Baie-D'Urfé	76 682
66107	Beaconsfield	197 156
66058	Côte-Saint-Luc	256 344
66142	Dollard-Des Ormeaux	351 386
66087	Dorval	362 393
66062	Hampstead	102 570
66102	Kirkland	219 543
66092	L'Île-Dorval	763
66023	Montréal	13 598 744
66007	Montréal-Est	75 614
66047	Montréal-Ouest	53 693
66072	Mont-Royal	369 620
66097	Pointe-Claire	387 246
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	65 787
66127	Senneville	22 728
66032	Westmount	459 856
65005	Laval	2 903 619
58033	Boucherville	457 183
58007	Brossard	679 653
58227	Longueuil	1 429 995
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	268 766
58012	Saint-Lambert	196 165
73015	Blainville	397 852
73005	Boisbriand	191 505
73030	Bois-des-Filion	55 768
60005	Charlemagne	31 138
72010	Deux-Montagnes	84 028
60028	L'Assomption	116 868
73025	Lorraine	68 842
64015	Mascouche	284 127
74005	Mirabel	344 475
72032	Oka	33 551
72020	Pointe-Calumet	26 462
60013	Repentigny	514 910
73020	Rosemère	156 842
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	71 953
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	93 076
73010	Sainte-Thérèse	160 829
72005	Saint-Eustache	282 296
72025	Saint-Joseph-du-Lac	41 999
60020	Saint-Sulpice	19 957
64008	Terrebonne	693 031
70022	Beauharnois	63 865
57040	Beloeil	147 097
59030	Calixa-Lavallée	5 395
67020	Candiac	175 326

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
57010	Carignan	76 658
57005	Chambly	184 171
67050	Châteauguay	259 991
59035	Contrecoeur	56 162
67025	Delson	53 313
71100	Hudson	62 732
71095	L'Île-Cadieux	3 748
71060	L'Île-Perrot	59 938
67015	La Prairie	166 380
67055	Léry	19 276
71050	Les Cèdres	42 391
57025	McMasterville	32 102
67045	Mercier	72 953
57035	Mont-Saint-Hilaire	154 819
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	75 128
57030	Otterburn Park	47 138
71070	Pincourt	88 115
71055	Pointe-des-Cascades	6 674
55057	Richelieu	34 174
59015	Saint-Amable	57 594
57020	Saint-Basile-le-Grand	103 751
67035	Saint-Constant	151 786
67030	Sainte-Catherine	95 995
59010	Sainte-Julie	199 809
67040	Saint-Isidore	19 035
57033	Saint-Jean-Baptiste	21 900
71105	Saint-Lazare	140 249
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	29 345
67005	Saint-Mathieu	12 913
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	29 694
67010	Saint-Philippe	39 234
71075	Terrasse-Vaudreuil	10 407
59020	Varenes	160 240
71083	Vaudreuil-Dorion	288 690
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	12 792
59025	Verchères	37 005

1

29 503 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
66112	Baie-D'Urfé	140 808
66107	Beaconsfield	362 819
70022	Beauharnois	174 824
57040	Beloeil	402 417
73015	Blainville	1 088 748
73005	Boisbriand	523 579
73030	Bois-des-Filion	152 552
58033	Boucherville	1 249 287
58007	Brossard	1 859 710
59030	Calixa-Lavallée	14 783
67020	Candiac	479 279
57010	Carignan	209 766
57005	Chambly	504 293
60005	Charlemagne	85 235
67050	Châteauguay	711 652
59035	Contrecoeur	153 661
66058	Côte-Saint-Luc	472 159
67025	Delson	145 799
72010	Deux-Montagnes	230 023
66142	Dollard-Des Ormeaux	647 231
66087	Dorval	665 013
66062	Hampstead	188 634
71100	Hudson	171 495
66102	Kirkland	403 699
60028	L'Assomption	319 970
71095	L'Île-Cadieux	10 226
66092	L'Île-Dorval	1 403
71060	L'Île-Perrot	163 938
67015	La Prairie	455 415
65005	Laval	7 909 119
67055	Léry	52 742
71050	Les Cèdres	116 031
58227	Longueuil	3 913 258
73025	Lorraine	188 177
64015	Mascouche	777 772
57025	McMasterville	87 829
67045	Mercier	199 773
74005	Mirabel	943 134
66023	Montréal	29 398 495
66007	Montréal-Est	138 551
66047	Montréal-Ouest	98 793
66072	Mont-Royal	679 994
57035	Mont-Saint-Hilaire	423 428
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	205 562

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Code géographique	Municipalité	Montant
72032	Oka	91 770
57030	Otterburn Park	128 969
71070	Pincourt	241 146
72020	Pointe-Calumet	72 473
66097	Pointe-Claire	711 647
71055	Pointe-des-Cascades	18 278
60013	Repentigny	1 409 086
55057	Richelieu	93 518
73020	Rosemère	428 594
59015	Saint-Amable	157 794
57020	Saint-Basile-le-Grand	283 942
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	734 675
67035	Saint-Constant	415 614
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	120 983
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	196 983
67030	Sainte-Catherine	262 680
59010	Sainte-Julie	546 401
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	254 947
73010	Sainte-Thérèse	439 981
72005	Saint-Eustache	772 127
67040	Saint-Isidore	52 074
57033	Saint-Jean-Baptiste	59 919
72025	Saint-Joseph-du-Lac	114 969
58012	Saint-Lambert	536 063
71105	Saint-Lazare	383 434
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	80 305
67005	Saint-Mathieu	35 310
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	81 176
67010	Saint-Philippe	107 442
60020	Saint-Sulpice	54 612
66127	Senneville	41 658
71075	Terrasse-Vaudreuil	28 460
64008	Terrebonne	1 896 696
59020	Varennes	438 084
71083	Vaudreuil-Dorion	789 809
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	34 971
59025	Verchères	101 212
66032	Westmount	845 293
	1	70 184 171

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<u>Code géographique</u>	<u>Municipalité</u>	<u>Montant</u>
	Certaines municipalités	
		2
		3
		70 184 171

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 841 488	1 841 488
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10	840 995	840 995
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22	1 682 056	1 682 056
Santé et bien-être			
Logement social	23	36 495 000	36 495 000
Autres	24	4 474 000	4 474 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	1 035 257	1 035 257
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	7 624 554	7 624 554
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31	16 190 821	16 190 821
	32	70 184 171	70 184 171
			66 193 350

**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ PAR ACTIVITÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité
APPLICABLE AUX MRC SEULEMENT

	Activité N°	Total
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières	3	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	4	
Fonds régional - Réfection et entretien de certaines voies publiques	5	
Société québécoise d'assainissement des eaux	6	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	
Financement des activités de fonctionnement	8	
Fonds local d'investissement	9	
Fonds local de solidarité	10	
Autres		
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	() 16 ()	
Financement des investissements en cours	17	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	18	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	19	
	20	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	9,00	35,00	1 406 446	506 522	1 912 968
Professionnels	2	52,00	35,00	3 730 189	1 343 400	5 073 589
Cols blancs	3					
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	61,00		5 136 635	1 849 922	6 986 557
Élus	9	61,00		647 205	205 491	852 696
	10	122,00		5 783 840	2 055 413	7 839 253

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	12 850 000				12 850 000
	17	12 850 000				12 850 000

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement		
Administration générale												
Application de la loi	1	27	53	79	105	131						
Évaluation	2	28	54	80	106	132						
Autres	3	5 273 155	29	35 032	55	5 308 187	81	20 550	107	5 287 637	133	2 979
	4	5 273 155	30	35 032	56	5 308 187	82	20 550	108	5 287 637	134	2 979
Sécurité publique												
Police	5	31	57	83	109	135						
Sécurité incendie	6	32	58	84	110	136						
Sécurité civile	7	33	59	85	111	137						
Autres	8	34	60	86	112	138						
	9	35	61	87	113	139						
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	36	62	88	114	140						
Enlèvement de la neige	11	37	63	89	115	141						
Autres	12	38	64	90	116	142						
Transport collectif	13	39	65	91	117	143						
Autres	14	2 734 759	40	1 205	66	2 735 964	92	118	2 735 964	144		
	15	2 734 759	41	1 205	67	2 735 964	93	119	2 735 964	145		
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	42	68	94	120	146						
Réseau de distribution de l'eau potable	17	43	69	95	121	147						
Traitement des eaux usées	18	44	70	96	122	148						
Réseaux d'égout	19	45	71	97	123	149						
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	46	72	98	124	150						
Matières recyclables	21	47	73	99	125	151						
Autres	22	48	74	100	126	152						
Cours d'eau	23	49	75	101	127	153						
Protection de l'environnement	24	50	76	102	128	154						
Autres	25	4 949 892	51	6 196	77	4 956 088	103	129	4 956 088	155		
	26	4 949 892	52	6 196	78	4 956 088	104	130	4 956 088	156		

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement		
Santé et bien-être															
Logement social	157	49 925 254	172		187	49 925 254	202		217		217	49 925 254	232	969 085	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		218		233		
Autres	159		174		189		204		219		219		234		
	160	49 925 254	175		190	49 925 254	205		220		220	49 925 254	235	969 085	
Aménagement, urbanisme et développement															
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 571 033	176		191	3 571 033	206		221	29 217	221	3 541 816	236		
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		222		237		
Promotion et développement économique	163		178		193		208		223		223		238		
Autres	164	6 466 106	179	13 892	194	6 479 998	209		224		224	6 479 998	239		
	165	10 037 139	180	13 892	195	10 051 031	210		225	29 217	225	10 021 814	240		
Loisirs et culture															
Activités récréatives	166	17 990 821	181		196	17 990 821	211		226		226	17 990 821	241		
Activités culturelles															
Bibliothèques	167		182		197		212		227		227		242		
Autres	168		183		198		213		228		228		243		
	169	17 990 821	184		199	17 990 821	214		229		229	17 990 821	244		
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		230		245		
	171	90 911 020	186	56 325	201	90 967 345	216		231	49 767	231	90 917 578	246	972 064	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3		
Frais de financement	4		
Autres	5	61 592	46 573
	6	61 592	46 573

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	106 893	3 288 901
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	106 893	3 288 901
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	6 258 036	7 462 942
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(5 300 000)	(10 644 950)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	958 036	(3 182 008)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 064 929	106 893
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	10 644 950	8 479 750
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	10 644 950	8 479 750
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(10 644 950)	(8 479 750)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	5 300 000	10 644 950
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(5 344 950)	2 165 200
Solde à la fin de l'exercice	22	5 300 000	10 644 950
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	35 591 626	40 071 067
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	35 591 626	40 071 067
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(6 623 963)	(4 479 441)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(6 623 963)	(4 479 441)
Solde à la fin de l'exercice	31	28 967 663	35 591 626

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 (32 316 381)	(35 103 268)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 (32 316 381)	(35 103 268)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 2 929 267	2 786 887
Solde à la fin de l'exercice	68 (29 387 114)	(32 316 381)

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

- | Non audité | OUI | NON |
|--|----------------------------|---------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2020 seulement, un organisme municipal peut choisir de les appliquer de façon anticipée.
Est-ce que l'organisme municipal applique ces normes de façon anticipée? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 8 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement

- | | | |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
| 3. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 4. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)? | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 5. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CM en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)? | 11 <input type="checkbox"/> | 12 <input type="checkbox"/> |
| 6. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)? | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
7. La MRC est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
8. La MRC est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
9. L'organisme municipal applique-t-il les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>

ADMINISTRATION MUNICIPALE

MEMBRES DU CONSEIL

PRÉFET OU PRÉSIDENT Denis Coderre

CONSEILLERS OU AUTRES MEMBRES

Caroline Saint-Hilaire
Gilles Deguire
Chantal Deschamps
Normand Dyotte
Monique Bastien
Dimitrios (Jim) Beis
Nicholas Borne
Stéphane Boyer
Pierre Charron
Marie Cinq-Mars
Martin Damphouse
Alain Dépatie
Pierre Desrochers
Gilbert Dumas
Bernard Gagnon
Claude Haineault
Andrée Henault
Paul Larocque
Réal Ménard
Dominic Perri
Alexandre Plante
Jean-Marc Robitaille
Philippe Roy
Aref Salem
Peter F. Trent
Guillaume Tremblay
Sonia Paulus

Claude Dauphin
Marc Demers
Alan DeSousa
Anne Barabé
Jean Martel
Michel Bissonnet
Jean Bouchard
Richard Celzi
Harout Chitilian
Catherine Clément-Talbot
Suzanne Dansereau
Mary Deros
Benoit Dorais
Pierre Gagnier
Manon Gauthier
Daniel Hébert
Ray Khalil
Benoit l'Écuyer
Lionel Perez
Guy Pilon
Giovanni Rapanà
Chantal Rouleau
Suzanne Roy
Nathalie Simon
Monique Vallée
Sylvie Parent

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Massimo Iezzi

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Carolle Belley, CPA, CA

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1002, rue Sherbrooke ouest
(no) (rue)
Montréal H3A 3i6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 350-2550
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 350-2599
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@cmm.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Carolle Belley, cpa, ca

Téléphone (514) 350-2555
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 350-2599
(ind. rég.) (numéro)

Courriel carolle.belley@cmm.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond ChabotGrantThornton s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables Agréés

Adresse 600, rue Da La Gauchetière ouest
(no) (rue)
Montréal H3B 4L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 878-2691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Vallerand.Pierre@rcgt.com

Responsable du dossier M. Pierre Vallerand, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Carolle Belley,CPA,CA , atteste que le rapport financier de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-28 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Communauté métropolitaine de Montréal .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Communauté métropolitaine de Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Communauté métropolitaine de Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (8 081 610) \$.

Le sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement page S40 ligne 3 est de 70 184 171 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-28 10:32:19

Date de transmission au Ministère : 2016/04/28

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	86 484 171	83 857 799	89 614 840
Investissement	2			
	3	86 484 171	83 857 799	89 614 840
Charges	4	116 208 785	91 939 409	92 324 202
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(29 724 614)	(8 081 610)	(2 709 362)
Moins : revenus d'investissement	6 () () () (
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(29 724 614)	(8 081 610)	(2 709 362)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	25 964	56 325	65 686
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	12 500 000		
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 924 000 ) (	2 924 000 ) (	2 806 000)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	61 592 ) (	46 573)
Excédent (déficit) accumulé	12	20 122 650	17 268 913	12 959 191
Autres éléments de conciliation	13			
	14	29 724 614	14 339 646	10 172 304
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		6 258 036	7 462 942

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 805 402	15 230 456
Autres	2	67 413 455	75 759 714
	3	69 218 857	90 990 170
Passifs			
Dette à long terme	4	29 277 062	32 168 867
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 200 000	2 075 000
Autres	6	31 912 203	42 829 834
	7	63 389 265	77 073 701
Actifs financiers nets (dette nette)	8	5 829 592	13 916 469
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	115 886	110 619
Autres	10		
	11	115 886	110 619
Excédent (déficit) accumulé	12	5 945 478	14 027 088

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 064 929	106 893
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affection de surplus	14	5 300 000	8 844 950
- Affection équipement métro	15		1 800 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	5 300 000	10 644 950
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	28 967 663	35 591 626
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	() ()	()
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	(29 387 114)	(32 316 381)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	5 945 478	14 027 088

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	70 184 171	70 184 171	66 193 350
Transferts	4	15 800 000	12 850 000	22 342 996
Services rendus	5		49 767	147 455
Autres	6	500 000	773 861	931 039
	7	86 484 171	83 857 799	89 614 840
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
	12			
	13	86 484 171	83 857 799	89 614 840

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1					
Autres	2	7 008 900	5 273 155	35 032	5 308 187	4 891 391
Sécurité publique						
Police	3					
Sécurité incendie	4					
Autres	5					
Transport						
Réseau routier	6					
Transport collectif	7					
Autres	8	1 291 400	2 734 759	1 205	2 735 964	882 887
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9					
Matières résiduelles	10					
Autres	11	5 732 900	4 949 892	6 196	4 956 088	5 270 811
Santé et bien-être	12	46 168 900	49 925 254		49 925 254	43 906 320
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	5 118 500	3 571 033		3 571 033	2 820 654
Promotion et développement économique	14					
Autres	15	30 665 000	6 466 106	13 892	6 479 998	7 928 358
Loisirs et culture	16	17 990 821	17 990 821		17 990 821	25 500 000
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	2 206 400	972 064		972 064	1 123 781
Amortissement des immobilisations	19	25 964	56 325	(56 325)		
	20	116 208 785	91 939 409		91 939 409	92 324 202

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3